

drais traiter des problèmes immédiats qui confrontent les sans emploi. Nos chômeurs se divisent en trois groupes. Il y a ceux qui ont perdu leur emploi et retirent des prestations d'assurance-chômage, ou doivent compter sur l'assistance sociale pour subsister. D'autres personnes, très nombreuses, sont encore au travail et touchent encore leur salaire, mais leur emploi dépend en grande partie de la confiance de leur employeur dans l'avenir de l'économie de notre pays. Il nous faut aussi considérer le troisième groupe composé des jeunes qui viennent d'entrer sur le marché du travail.

Il est de la plus haute importance que la Chambre, et non pas seulement le gouvernement, témoigne de la grande confiance des Canadiens dans leur pays pour les mois et les années à venir. Si le monde des affaires se met dans l'idée que les députés manquent de confiance, ce sentiment se propagera dans toute l'industrie et incitera nos entrepreneurs et nos hommes d'affaires à limiter leur activité et à réduire leurs stocks. La situation générale pourrait alors devenir fort critique. Je prétends que le gouvernement devrait, au cours des prochains mois, élargir son programme de recyclage en y incluant les nombreux jeunes qui sont sans travail depuis trois ans. Il faut absolument rendre le programme accessible au plus grand nombre de gens possible, car leur contribution à l'économie sera très profitable.

Le gouvernement devrait songer de nouveau à une mesure spéciale pour faire savoir aux institutions financières que nous sommes sérieux quand nous disons qu'elles doivent encourager et financer l'entreprise, en particulier les jeunes Canadiens du Québec et d'ailleurs qui veulent se lancer en affaires. Si ces institutions ne se montrent pas prêtes à appuyer la politique gouvernementale, il faudrait imposer des règlements plus sévères. J'encourage le gouvernement à poursuivre le programme qu'il a tracé pour faire travailler les jeunes, pendant les mois d'été, au contrôle de la pollution et dans les autres domaines où ils peuvent s'engager.

Le ministre des Finances (M. Benson) et le premier ministre (M. Trudeau) font pleinement confiance aux hommes d'affaires, et nous devons appuyer cette attitude. Si nous pouvons convaincre nos hommes d'affaires et nos industriels que nous les soutenons et que nous avons confiance en eux, ils agiront en conséquence. Nous devons les persuader que nous fournirons 2, 3 ou 4 milliards de dollars, s'il le faut, pour les appuyer, même si les perspectives ne sont pas réjouissantes. Nous serons alors en bonne voie de rétablissement. Voilà ce que la Chambre devrait faire au lieu de se lamenter sur le passé.

Je tiens à louer le gouvernement de sa réflexion et de sa confiance et de souligner qu'il ne sert pas à grand-chose de parler ou de faire preuve de partialité. Nous n'aurons servi le Canada que si nous appuyons le gouvernement en cette période de crise, en témoignant de la confiance envers le Canada et sa population. En agissant ainsi, nous arriverons à de bons résultats.

[Français]

**M. Adrien Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. L'honorable député pose-t-il la question de privilège ou invoque-t-il le Règlement?

**M. Lambert (Bellechasse):** Monsieur l'Orateur, je voulais simplement poser une question à l'honorable député...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le temps de parole de l'honorable député est écoulé et comme plusieurs députés désirent prendre la parole avant la fin du débat, je crois que la Chambre voudrait que je reconnaisse maintenant l'honorable député de Moncton.

[Traduction]

**M. C. H. Thomas (Moncton):** Monsieur l'Orateur, l'aspect le plus inquiétant du budget présenté en décembre, c'est qu'il témoigne d'une parfaite incompréhension de la véritable nature des problèmes économiques du pays de la part du ministre des Finances (M. Benson), qui s'entête à soutenir que lui et ses conseillers ont raison et que tous les autres ont tort, et qui refuse de reconnaître que le pays fait face à la grande crise économique de son histoire, caractérisée par un chômage massif provoqué délibérément par l'application de théories économiques classiques tout à fait XIX<sup>e</sup> siècle, désuètes et discréditées par la plupart des économistes. Qu'on me permette de citer un éditorial paru dans la *Gazette de Montréal* le 18 janvier sous le titre: *Wrong way Benson*.

• (8.10 p.m.)

En voici un passage:

Le gouvernement fait délibérément fausse route dans sa marche au redressement économique. Ce dont nous avons besoin c'est de réductions fiscales qui, en rétablissant la marge bénéficiaire normale des entreprises, stimuleraient efficacement une reprise de l'expansion économique; ces réductions, en laissant à l'individu la disposition d'une plus grande partie de ses revenus, lui donnent les moyens d'accroître ses dépenses.

Le ministre des Finances a tourné l'opposition en ridicule en prétendant qu'une telle mesure coûterait près d'un milliard de dollars au Trésor. Et moi, je dis au ministre des Finances que si cette mesure parvient à relancer l'économie et à assurer le plein emploi, il récupérera sans doute la quasi-totalité de ce milliard qui semble être aujourd'hui l'objet de son tracasserie. L'éditorial poursuit en ces termes:

Au contraire, on nous assure avec une obstination inébranlable que les gens d'Ottawa savent mieux que quiconque comment faire marcher la machine—en utilisant l'argent du contribuable pour des travaux publics qui, au mieux, ne fournissent que des emplois temporaires et cela aux dépens des secteurs qui sont mieux à même de résorber le chômage.

L'éditorial signale également qu'il est temps que le ministre des Finances et ses conseillers se rendent compte que les contribuables canadiens ne pourront bientôt plus cracher un sou de plus pour financer les dépenses du gouvernement fédéral qui ne contribuent en rien à l'expansion économique du pays. Et l'éditorial conclut en disant:

Nous espérons que M. Benson pourra se laisser persuader d'ici le printemps de prendre enfin la décision qu'il aurait dû prendre en décembre: réduire les impôts.

C'est une ligne de conduite que notre parti a constamment préconisée. Voilà plus d'un an déjà que nous conjurons